



Extrait du Acrimed | Action Critique Médias

<http://www.acrimed.org/Le-pluralisme-de-la-presse-en-Paca-a-t-il-pour-nom-Tapie>

Le pluralisme de la presse en Paca a-t-il pour nom Tapie ?

- Les médias - Economie et publicité - Concentrations hexagonales : quelques groupes majeurs -



Date de mise en ligne : mardi 20 janvier 2015

Description :

Bernard Tapie, de *La Provence* à *Nice-Matin*, incarne-t-il désormais à lui tout seul le pluralisme de la presse en Provence-Alpes-Côte d'Azur ?

Copyright © Acrimed | Action Critique Médias - Tous droits réservés

Nous reproduisons, avec l'aimable autorisation de son auteur et du Ravi, un article publié le 16 janvier [sur le site du Ravi](#). L'occasion de rappeler [l'appel aux dons](#) lancé il y a plusieurs semaines par le journal (Acrimed).

Ce qu'il y a de bien, pour les défenseurs du pluralisme de la presse, c'est qu'en ce moment, il y a l'embarras du choix : en Paca, *le Ravi*, *La Marseillaise*, *Nice-Matin*, au national *Libération* et beaucoup d'autres titubent... Si après avoir vidé votre porte-monnaie pour le Ravi, il vous reste quelques euros, deux autres appels viennent d'être lancés par *Siné Mensuel* et *Charlie Hebdo*. Et les deux satiriques d'assurer que les dons seront défiscalisés. Ce que ne peut plus faire *le Ravi*, suite à une joyeuseté du fisc privant l'association qui édite le journal de la possibilité d'émettre des rescrits fiscaux ! Pour bénéficier à nouveau de la ristourne de 66 %, nous pourrions toutefois adhérer à « Presse et pluralisme ». Mais il faut pour cela s'affilier à un syndicat professionnel de la presse. Coût de cette « formalité » ? L'équivalent de l'impression d'un numéro ! On vous rassure, des dons à l'ordre de « la Tchatche » pour *le Ravi* sont toujours possibles mais sans abattement fiscal...

Sans « crowdfunding » point de salut

Sale époque ! Pour faire la manche, faut jouer des coudes. Ainsi, quand Acrimed, l'observatoire des médias, a relayé les appels du *Ravi* et de *Siné*, le mensuel CQFD, édité à Marseille, tout en s'en faisant l'écho, s'est fendu de ce commentaire : « *On est un peu oublié sur ce coup-là mais ça veut pas dire que CQFD n'a pas besoin de vous.* » À croire que la presse « pas pareille » a trouvé son modèle avec le... financement participatif ! Le fameux « crowdfunding » dont les premières rencontres méditerranéennes se sont tenues début novembre à Marseille.

Au sein de la coordination des médias libres, née fin mai à Meymac en Corrèze, il n'y a pas que *le Ravi* qui vacille. Le magazine toulousain *Friture Mag*, créé en 2006, vient, lui, de se replier sur le net. Même du côté des radios, malgré la « sécurité » qu'assure le fonds de soutien à l'expression radiophonique (le FSER), cela n'a pas empêché trois radios marseillaises, Galère, Grenouille et Zinzine, de se retrouver devant le conseil d'État, NRJ les accusant, en substance, de « concurrence déloyale » pour avoir osé expérimenter, avec l'aval du CSA, la radio numérique terrestre !

Ce paysage médiatique oscillant entre cimetière et champ de bataille ne surprend guère le sociologue Benjamin Ferron : « *Historiquement, la presse satirique est dans une situation de crise économique permanente. Au point qu'un titre a pu s'appeler Le Provisoire. Mais cette situation interroge plus largement celle de la presse. Car c'est une aberration qu'un titre comme le Ravi ne bénéficie d'aucune aide à la presse quand Télé 7 jours ou Télé Z en encaissent beaucoup. Cela ne peut que renforcer la précarisation de la profession. Ce qui a forcément une incidence sur la qualité de l'information...* »

De fait, au-delà de la presse et des médias pas pareils, c'est l'ensemble du système qui est à bout de souffle. Paca est un observatoire de choix. Jamais on n'a vu une telle hécatombe. Alors que nous planchions sur ce numéro, dans notre boîte atterrit le gratuit arlésien *le César*. En une : « Nous étions un journal. » Sous l'édito, « clap de fin », un billet au vitriol : « Le CR Paca m'a tuer. » Car si le gratuit cite « Michel Vauzelle » parmi ses « compagnons de route », le Conseil régional est accusé d'avoir « zappé » *le César*, un manque à gagner sur trois ans de « 200 000 euros » !

La Marseillaise déçante

Mais le coup de semonce, c'est le dépôt de bilan de *La Marseillaise*. En cessation de paiement, le quotidien qui fête ses 70 ans est, pour six mois, en redressement judiciaire. « *Même si l'on ne sait pas précisément combien, où et quand, nous dit Jean-Marie Dinh, du SNJ-CGT, avec plus d'un million d'euros de pertes, deux millions de dettes et des perspectives peu réjouissantes pour 2015, après la quarantaine de départs volontaires ces deux dernières années, on se dirige vers un plan social drastique qui pourrait concerner près d'un tiers des effectifs, soit 70 personnes ! On ne sait pas à quoi ressemblera La Marseillaise après ça. Mais ce qui est sûr, c'est que si l'on disparaît, cela aura un impact qui ira bien au-delà de notre simple existence. Ne serait-ce, par exemple, que dans le traitement des conflits sociaux...* »

Pour le directeur, Jean-Louis Bousquet, « *on doit faire face à la crise économique et à celle plus spécifique des médias. Or, d'un côté, il y a une presse qui est en train de perdre son modèle économique et, de l'autre, internet qui n'a pas encore trouvé le sien. Avec, de surcroît, des changements d'habitudes chez les lecteurs avec la gratuité et l'info en temps réel. On va devoir se réinventer pour apporter une plus-value. Mais, en attendant, notre situation, et celle de la presse en général, pose un réel problème démocratique. Après, comme pour le Ravi, c'est le lot de tout ce qui va à l'encontre des idées dominantes...* »

Un comité de soutien vient de se monter. Avec, entre autres, Jean-Marc Coppola. Vice-président Front de gauche du Conseil régional qui vient d'accorder un prêt de 2 millions d'euros à taux zéro à la reprise en Scic (Société coopérative d'intérêt collectif) de *Nice-Matin*, il estime que l'institution « *ne peut apporter qu'une aide ponctuelle aux titres en difficulté. En revanche, on est là pour interpeller les pouvoirs publics sur la question essentielle du pluralisme* ». Même si, avoue-t-il, c'est loin d'être facile : « *Il y a, à mon sens, une volonté délibérée d'affaiblir tout ce qui peut contribuer au débat démocratique. Et, en outre, il y a encore, de la part de bien des élus, un rapport clientéliste aux médias.* »

L'empire Tapie contre attaque

Démonstration avec un élu UMP varois réagissant sur Facebook à la mobilisation des salariés de « Médias du sud » (propriétaire, entre autres, de LCM, chaîne privée marseillaise) face aux coupes claires de la part de la région Languedoc-Roussillon : « *Les élus sont des hommes et des femmes comme les autres et même si l'argent des collectivités qu'ils distribuent ne leur appartient pas, ce sont eux qui votent (ou pas) les attributions... Donc, humainement il est compréhensible qu'ils ne souhaitent pas forcément voter des subventions pour ceux qui les critiquent sans arrêt.* »

À Marsactu aussi, le pure-player marseillais lancé il y a cinq ans par Pierre Boucaud, malgré une récente augmentation de capital et le soutien de plusieurs « business angels » dont un certain Xavier Niel (PDG de Free co-propriétaire du groupe *Le Monde*), le site ne semble toujours pas avoir trouvé son modèle. Au point d'ailleurs, après avoir quelque peu tourné au ralenti, de lancer une enquête pour savoir si les internautes seraient prêts à le voir devenir payant.

Pendant ce temps, Bernard Tapie est en train de se bâtir un véritable empire médiatique. Après *La Provence*, le revoilà à *Nice-Matin* qu'il a opportunément « sauvé », *Corse-Matin*, dont il s'est emparé, et, tandis qu'il a pu lorgner sur LCM (aujourd'hui bien mal en point), il met aussi des billes dans Radio Vitamine. Deux ans après le débat sur le pluralisme de la presse organisé au théâtre de La Criée par *le Ravi*, Mediapart et Marsactu, aurait-il gagné la partie ? « *Les difficultés du Ravi, comme celles de La Marseillaise posent la question de la vitalité de l'information locale, de sa diversité, du pluralisme, estime Edwy Plenel. Les pouvoirs locaux qui s'arrangent d'un monopole ne sont guère prévoyants. Surtout ceux de gauche ! Car ils s'apercevront bientôt que la culture de la dépendance et de*

l'arrangement n'empêchera pas ces entreprises de presse d'être suivistes vis-à-vis d'autres majorités, d'autres couleurs politiques. »

Pour le fondateur de Mediapart, « *aujourd'hui, une presse indépendante qui ne vit, pour l'essentiel, que de ses lecteurs, a du mal, économiquement, à s'imposer. Il faut repenser l'écosystème de la presse. Une grande loi cadre sur le droit à l'information est nécessaire* ». Et d'assurer qu'il sera « *disponible pour soutenir toutes les rédactions qui se battent pour leur indépendance et leur survie* ». A contrario, le ministère de la Culture et de la Communication, malgré nos relances, n'a pas donné suite à nos demandes d'entretien.

Sébastien Boistel